## EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS

## Communauté de communes Ambert Livradois Forez DECISION n°2025-092

Tarification des services culturels à partir de 2025

Vu l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2 en date du 21 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales, notamment celle de fixer les tarifs (...) d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées. Cette délégation s'applique après présentation en Bureau communautaire :

- aux spectacles et animations;
- aux services à la population et aux associations (reprographie, locations de salles, transport, services à la personne, ...);
- aux meubles en lien avec la valorisation et la prévention des déchets ;

La gratuité ne peut être décidée que par le conseil de communauté.

Considérant la possibilité de location de pianos pour les élèves débutants du service « enseignement musical »,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date 1<sup>er</sup> octobre 2025;

M. le Président de la communauté de communes

## **DECIDE**

<u>Article 1</u>: de fixer à 50 € le tarif par trimestre de location de piano mis à disposition des élèves débutants ;

<u>Article 2</u>: Cette décision sera inscrite au registre du Président ouvert à cet effet. Un extrait sera publié sur le site de la Communauté de communes. Expédition en sera adressée à Madame la Souspréfète d'Ambert.

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe qu'en application des dispositions de l'article L.2131-1 du CGCT et de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage, ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait à AMBERT, le 9 avril 2025 Le Président,

Daniel FORESTIER